



BP: 149 ARLIT - NIGER

Tel : 227 96 87 24 98

E-Mail : aghirin_man@yahoo.fr

Site : <http://uranium-niger.jimdo.com>

Agrément N°11/MI/D/DGAPJ/DLP du 10/01/03

Communiqué de presse AGHIRIN'MAN 16 octobre 2013

AGHIRIN'MAN et la **Coordination des Organisations de la Société Civile d'Arilit** ont organisé une [marche de protestation](#) à **ARLIT (Niger)**, le **12 octobre 2013** pour soutenir le gouvernement nigérien dans les négociations occasionnées par le renouvellement des contrats entre le Niger et le groupe **AREVA**, pour que cette fois ci leurs résultats soient à la hauteur des attentes des populations nigériennes. Dans une déclaration faite à la fin de cette marche pacifique à laquelle des milliers de personnes ont participé, nous avons déploré les conséquences environnementales et sociales de **l'exploitation de l'uranium à Arlit**.

AREVA a réagi par un [communiqué](#) en date du **14 octobre 2013**. Ce texte ne prend pas en compte la réalité :

1 / AREVA évoque le chiffre de 200 manifestants pour être fidèle à sa politique de négation et mépris des populations. Les collaborateurs d'AREVA ont sans doute peur de perdre leur siège pour n'avoir pas tout fait pour empêcher la manifestation ou rompu le pacte d'allégeance. Nous confirmons **les cinq mille manifestants** et nous demandons à AREVA de nous dire combien il faut selon ses standards à la prochaine manifestation pour avoir une âme et entendre des populations qu'elle a spolié, pollué, irradié pendant un demi-siècle.

2 / AREVA évoque « *un contrôle rigoureux* » de l'environnement. Il n'en est rien. Avec notre partenaire scientifique, la [CRIIRAD](#), nous avons réalisé **depuis 2003** des contrôles indépendants de la **radioactivité à ARLIT** et démontré l'ampleur des contaminations radioactives. Il s'agit par exemple de la présence de [ferrailles radioactives](#) sur les marchés dont **mille six cent tonnes en 2012** venant des usines de SOMAIR et COMINAK (filiales d'AREVA); mais aussi de **matériaux radioactifs** issus de la mine réutilisés pour le remblaiement des routes et parfois même la construction d'habitations (voir le rapport d'activité AGHIRIN'MAN de 2011).

Cela a été confirmé par Greenpeace lors sa visite à notre demande en 2009 sanctionné par le rapport intitulé « **Abandonnés dans la poussière : l'héritage radioactif d'AREVA dans les villes du désert nigérien** ».

Les **50 millions de tonnes de résidus** de traitement radioactifs (80 pour cent de la radioactivité contenue dans le minerai) déposés à Arlit pour toujours ne seront démentis par aucun communiqué de presse. D'ailleurs, le goudronnage de 12 km de pistes et rues prévu à Akokan pour réduire la [poussière](#) est reporté pour ne pas dire annulé.

3 / Les contrôles de radioactivité effectués en août 2010 dans les rues d'ARLIT, ont permis de découvrir des **remblais radioactifs devant les hôpitaux** de la SOMAÏR et de la COMINAK (fait que nous avons pourtant dénoncé en [2007](#) avec la CRIIRAD), ainsi que l'habitation d'une famille, tellement radioactive qu'elle a dû être rasée. Selon les évaluations de SOMAÏR, la dose subie par les **habitants** était de plus de **10 milliSieverts par an**, et selon la CRIIRAD, la prise en compte de l'exposition au radon entraîne une dose totale encore plus élevée. Pourtant, dans son communiqué du 14 octobre 2013, AREVA prétend respecter au Niger « *les standards internationaux les plus stricts en termes de radioprotection (moins de 1 mSv de dose ajoutée pour les populations locales, comme en France* ».

4 / Nous avons exigé en 2010 qu'AREVA lance une campagne de vérification de la radioactivité dans les **autres habitations à ARLIT**. Trois ans après, malgré les engagements d'AREVA, ce n'est toujours pas fait parce que le Directeur des exploitations de COMINAK bloque. Pourtant il s'agit d'un véritable problème de santé publique.

5 / **L'observatoire de santé** mis en place par AREVA dédommage des familles de français morts à cause de la radioactivité des mines nigériennes. Dans le même temps, nous n'avons toujours pas de réponse à la question : de quoi sont morts la première dizaine de nigériens dont nous avons déposé les dossiers à AREVA ? Cet observatoire de santé, sur lequel la CRIIRAD avait mis en garde en [2009](#), est aussi dénoncé désormais par l'association française SHERPA à cause des blocages d'AREVA.

6 / AREVA évoque *“un dialogue constant avec l'ensemble des parties prenantes locales”*. AGHIRIN'MAN constate pourtant que rien que le 9 octobre 2013 (trois jours avant notre manifestation du 12 octobre 2013), AREVA a organisé clandestinement une CLI (Commission Locale d'Information) à **Imouraren** (une des plus grandes mines du monde) avec des participants choisis selon leur allégeance à AREVA et quelques éleveurs embarqués innocemment. Le 23 avril 2013, la même **CLI** s'était tenue à Arlit dans les mêmes conditions et nous avons été exclus parce que nous [avons demandé](#) la participation du sultan de l'AÏR et d'autres chefs coutumiers de la région. Alors, de quel dialogue s'agit-il pendant qu'il n'y a aucune autre tribune que celle de CLI au rabais pour s'adresser à AREVA ?

7 / Quant aux « *70 pour cent des revenus* » de l'exploitation de ses mines d'uranium « *reversés à l'Etat nigérien* », c'est une argumentation sans crédibilité ni sérieux au regard de la réalité du terrain : l'état déplorable de la route Tahoua-Arlit ; la population d'Arlit qui manque d'eau à boire (à titre d'exemple, ce quartier Madina d'Akokan dont l'alimentation en eau a été suspendue par le Directeur des exploitations de COMINAK) ; les rebellions à répétitions et les fondamentalistes qui s'y mêlent pour exprimer et agir en évoquant les préoccupations des populations.

8 / Enfin nous sommes disposés à participer et proposons un débat contradictoire radio télévisé avec les responsables d'AREVA.

Le Président
Almoustapha Alhacen